

Déclaration Liminaire à la Formation Spécialisée du mardi 17/10/2023

Monsieur Le Président,

Nous sommes convoqués aujourd'hui pour la réunion institutionnelle de la Formation Spécialisée, et toujours pas de règlement intérieur... Telle sœur Anne, nous ne voyons rien venir ! Lors du CSAL-FS précédent, nous avons souligné l'impréparation de l'administration en la matière. En effet, près de quatre ans après le vote de la loi délétère sur la Transformation de la Fonction Publique, le règlement intérieur de cette instance n'est toujours pas à l'ordre du jour et ne devrait pas l'être avant décembre au mieux... À condition de croire au Père Noël bien sûr.

Neuf mois après le meurtre de Ludovic Montuelle, la DGFIP en est encore à discuter et à ergoter sur les mesures-urgentes- à prendre en matière de sécurité...

Quelque chose nous aurait-il échappé ? La DGAFP, comme la DGFIP, n'avait-elle pas promis une quasi-refondation du dialogue social, via les CSAL-FS ? Le Ministre de la fonction publique ne clame-t-il pas dans tous les médias son attachement à la protection des agents du service public ? Le DG lui-même n'a-t-il pas admis que les conclusions de l'observatoire interne n'étaient pas bonnes ? L'État n'a-t-il pas affirmé qu'il s'attaquerait pour de bon à la défection des recrutements dans la fonction publique ?

Au rythme des promesses non tenues et du brassage de vent monumental qui l'accompagne, la fonction publique gagnerait à investir dans l'éolien...

Toutefois, la gravité de la situation ne nous incite pas à rire, non. Et l'absence de vraies réactions, accompagnées de la continuation des restrictions des droits des agents et de leurs représentants nous inquiète de plus en plus.

Ce n'est pas la ridicule baisse annoncée des suppressions de postes qui va nous rassurer. Surtout quand la DGFIP s'attaque désormais aux m² de nos bureaux. L'objectif de 0,7 postes de travail par agent montre bien le chemin de l'avenir low-cost qui s'annonce...

De plus, la mise en place de « groupes de travail » post Cadre d'Objectifs et de Moyens démontre, encore une fois, la volonté de la DGFIP de se passer de l'avis des représentants du personnel.

Étonnamment, pas de retard de ce côté-là...

Et que dire des mesures salariales annoncées...

Les sujets que nous aborderons aujourd'hui montrent d'une façon criante le détail que la DGFIP, comme la DGAFP, ne voit pas. Ce petit truc présent dans chaque service et qui est, paraît-il, une ressource...

Nous parlons bien sûr de l'humain. Vous voyez ? Cette petite chose qui rend allergique tout concepteur d'intelligence artificielle et qui, de plus en plus, est perçu comme la raison des échecs de toutes ces belles réformes qui nous tombent dessus, ou devrions-nous dire, qui nous ruissellent dessus...

L'échec cuisant de la campagne GMBI ? La faute à ces andouilles d'utilisateurs, incapables de comprendre la magnificence de ce projet... Ces gaulois réfractaires qui ne cessent de venir dans

nos accueils malgré tous les efforts entrepris pour les en éloigner. Nos collègues en charge de les recevoir peuvent ainsi bénéficier, en tant que première ligne à défaut d'être premiers de cordée, de l'excellente humeur d'usagers déboussolés et en colère.

C'est peut-être le moyen que la DGFIP a trouvé pour mesurer l'efficacité des stages « gestion du stress et de l'agressivité » ?

Ce seul exemple montre bien l'inversion en cours des valeurs de la fonction publique. En effet, il fut un temps, pas si lointain, où la DGFIP mettait un point d'honneur à placer l'humain au centre de ces projets. On appelait cela le sens du service public, une vieille notion...

Désormais, l'agent des finances publiques doit s'adapter à tout : faq, boîte à outils, sites partagés, stages anti-stress, anti-agressivité, d'accompagnement du changement, n° vert pour toute discrimination, violences sexistes ou non, harcèlement...etc.

C'est à l'humain de s'adapter à la machine, et plus l'inverse. C'est une aberration, un acte contre-nature qui va à l'encontre de l'évolution humaine.

L'humain doit être au service de la machine comme le fonctionnaire doit être au service du changement. Voilà le dernier avatar en date, promu et poussé par ces cabinets de conseils aussi onéreux que nocifs !

Encore une fois, nous vous avertissons solennellement sur les dégâts qu'entraînent ces politiques anti-sociales pour lesquelles vous êtes devenu, pour ce qui nous concerne, la triste courroie de transmission. Vous êtes le DDFIP de l'Aveyron et en face de vous, dans chaque service, vous avez des êtres humains qui, depuis trop longtemps, sont maltraités, abandonnés et considérés comme des créatures envers lesquelles il ne faudrait avoir aucune confiance. Cette confiance, comme le dialogue, est rompue à un point tel que même les agents les plus impactés par les dernières réformes trouvent inutile de réagir, persuadés par le fait qu'il ne se passera rien pour faire changer les choses !

Pour nous, le constat est clair. Ce ne sont pas les agents qui se désinvestissent. C'est l'administration qui a pour mission de se désinvestir de sa mission de service public.

Alors, histoire de nous faire mentir, réagissez ! Prenez les mesures qui s'imposent ! Protégez vos agents ! Et par-dessus tout, écoutez leurs représentants et œuvrez pour le bien général !

Pour Solidaires Finances Publiques, l'humain doit être la seule préoccupation digne d'intérêt dans toute action de l'État. Une action dirigée vers plus d'égalité, plus de justice et plus de solidarité. Notre administration est centrale pour mener ce combat que seuls les humains peuvent comprendre, au contraire de l'intelligence artificielle...

Pour paraphraser le Président de la République, nous terminerons nos propos liminaires par l'une de ces citations : « il est temps de changer de paradigme » !